

Mentions légales CGU

Raison sociale : Association « HANDESTAU, AU CŒUR DU HANDICAP »

Forme juridique : Association loi 1901

Adresse du siège social : 29 Boulevard Albin BANDINI, 13016 MARSEILLE

Coordonnées :

Mail : direction@handestau.fr

: contact@handestau.fr

Téléphone :

Siège : 04 91 09 84 19 –

Administrateur : Mr SINITZKI Jean-Michel : 06 62 55 93 84

Directrice UFAA Handestau : Mme SINITZKI Maryse 06 62 57 13 82

- Co Créateurs association Handestau - Chevaliers de l'ordre national du mérite

« Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant [insérer les nom et coordonnées du service compétent et, le cas échéant, du Délégué à la protection des données]. »

Lorsque vous demandez la communication de données personnelles (que ce soit sur format informatique ou papier), Les mentions suivantes doivent apparaître :

« Merci de bien vouloir lire et compléter soigneusement le présent formulaire.

Veillez noter que les réponses aux cases munies d'un astérisque sont obligatoires et nécessaires au traitement de votre [à remplir : dossier/demande d'adhésion/demande d'inscription/ de votre contribution, etc.].

L'absence de réponse à un champ obligatoire est susceptible de compromettre (préciser les conséquences possibles de l'absence de réponse. Exemples : la création de votre profil, le bon suivi de votre dossier, la prise

en compte de votre participation, la gestion de votre candidature, le bon traitement de vos demandes, etc.).

Les informations personnelles portées sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier par _____ [Nom et coordonnées de l'association].

Nous ne traiterons ou n'utiliserons vos données que dans la mesure où cela est nécessaire pour/à/au (préciser la ou les finalités du traitement. Exemples : vous contacter, assurer le traitement de vos demandes, créer

et gérer votre profil utilisateur, créer et gérer votre accès à nos services en ligne, prospection commerciale, assurer l'exécution de nos prestations, la vérification de la validité des informations nécessaires au paiement

d'un bien, d'une prestation ou de frais d'adhésion, réaliser des études statistiques, respecter nos obligations légales, etc.).

Vos informations personnelles seront conservées aussi longtemps que nécessaire à/jusqu'à/pendant la durée de (donner un ou plusieurs critères objectifs permettant de déterminer la durée de conservation.

Par exemple : la fourniture de nos produits et services, l'exécution de nos prestations, la publication des résultats de l'enquête, la fin du concours, etc.), sauf si :

- Vous exercez votre droit de suppression des données vous concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire.

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès à vos données personnelles est strictement limité à (choisir : notre personnel administratif, nos employés et préposés, le service communication ou le service comptable, Monsieur X ou Y...) et, le cas échéant, à

nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, nous nous engageons à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.). »